

## L'UE FAIT-ELLE L'AUTRUCHE DANS LA CRISE CATALANE ?

### 5 **Paul Germain**

Et on va poursuivre cette émission. On va se demander si l'Europe doit se mêler de ce casse-tête catalan. On a déjà posé la question, la réponse de la Commission européenne, c'est de dire : « non ». Est-ce vrai ou est-ce du pipeau ? Éléments de réflexion avec Christian Dupont et le crayon de Benoît Viérin.

### 10 **Vidéo Monsieur Pipeau**

#### **Jean-Claude Juncker**

Nous n'avons pas à nous infiltrer, à nous insérer dans ce débat hispano-espagnol.

#### **Voix off**

15 D'un côté, Puigdemont, une sorte d'ange de l'indépendance, prêt à se sacrifier pour la cause. Il a fait voter un référendum en se moquant d'une série de procédures. Il proclame l'indépendance alors que 42% seulement des Catalans se sont rendus aux urnes. De l'autre, Rajoy, plus diable qu'ange, et sa réponse à la consultation populaire, ce fut la violence, puis l'emprisonnement. Le même Rajoy qui, parlant du Venezuela, disait récemment :

#### **Mariano Rajoy**

20 Le Venezuela était traditionnellement un pays démocratique. Mais ce n'est plus le cas. Au Venezuela, il y a des prisonniers politiques. Ces gens sont en prison pour une seule et unique raison : ils pensent autrement que Maduro.

#### **Voix off**

25 Cela fait des années que Rajoy et son Parti refusent de dialoguer avec les indépendantistes catalans. Une absence de dialogue dénoncée par Puigdemont et ses amis. Pour eux, ce refus concerne l'Europe.

#### **Carles Puigdemont**

Permettre au gouvernement espagnol de ne pas dialoguer, c'est finir avec l'idée d'Europe. Et c'est une erreur énorme que tout le monde – pas uniquement nous – tout le monde va payer.

#### **Voix off**

30 Mais pour l'Europe, ce n'est pas son problème. Une position appuyée par les chefs d'États européens. Même si au sein du PPE, le Parti de Mariano Rajoy et de Jean-Claude Juncker, certains nuancent quelque peu leur jugement vis-à-vis du gouvernement espagnol, comme l'ancienne commissaire Viviane Reding.

#### **Viviane Reding**

35 Ce qui me choque, (c'est) que maintenant c'est à la justice de résoudre un problème qui a été créé par les politiques et que les politiques n'ont pas été capables de résoudre au fil des années.

#### **Voix off**

40 L'Europe et la démocratie, un couple difficile ? Même quand elle intervient, elle paraît impuissante. La Hongrie comme la Pologne poursuivent leur dérive autoritaire et nationaliste. Finalement, elle n'est forte que quand elle impose l'austérité en Grèce ou ailleurs, en outrepassant souvent l'état de droit. Entre l'ange et le démon, l'Europe préfère une fois encore se mettre la tête dans le sable. Pas sûr que cela la rapproche des citoyens.

### **Paul Germain**

45 Voilà, je vous présente Gérard Deprez, vous êtes député européen et vice-président du Parti libéral en Belgique, c'est en fait le Parti du Premier ministre Charles Michel. Et rappelons que Carles Puigdemont et quatre autres ministres sont précisément en exil dans votre pays, en Belgique. Alors, vous venez de voir cette petite séquence, vous êtes d'accord : l'Europe se met la tête dans le sable ?

#### **Gérard Deprez**

50 Écoutez, j'ai pas raffolé de ce truc. J'ai trouvé que c'était assez sommaire et je dirais qu'on différencie deux camps : le camp du diable et le camp de l'ange, et ça ne correspond en rien à la réalité. Monsieur Puigdemont n'est pas un ange et Monsieur Rajoy n'est pas le diable. Il y a un différend politique qui est

sérieux et qui est grave, et qui doit d'abord être réglé entre Catalans et entre les Catalans et le reste de l'Espagne.

**Paul Germain**

55 Et pourquoi l'Europe ne doit pas s'en mêler ?

**Gérard Depez**

Parce que l'Union européenne... Nous vivons dans un régime de droit. Les traités confèrent aux institutions de l'Union européenne un certain nombre de compétences et ce sont les États membres qui ont conféré ces compétences. Et l'idée que l'Union européenne peut intervenir dans un processus interne - parce qu'il n'y a pas eu, je dirais, comme c'est le cas, on a fait l'analogie avec Maduro et le Venezuela... ; Maduro a fait tirer sur des gens qui manifestaient : il y a des dizaines de morts au Venezuela qui ont été recensés pendant les campagnes contre Maduro. Faire l'analogie, ça n'a absolument aucun sens, entre ce qui se passe en Espagne et ce qui se passe au Venezuela. Et donc l'Union européenne ne peut pas intervenir aussi pour une raison simple, c'est : quel camp elle va choisir ? Elle ne peut pas choisir un camp. Elle doit se trouver nécessairement du côté de la loi, du côté du droit. Et de tous les interlocuteurs que vous avez interrogés et qui sont venus parler ici, ils disent tous que Monsieur Puigdemont et les gens, les responsables politiques catalans, n'ont pas respecté objectivement, ni la Constitution espagnole ni la Constitution catalane. Donc ils ont enfreint les deux constitutions, donc ils se sont mis en dehors de l'état de droit. Est-ce que ça veut dire que pour ça, je plaide pour qu'on les mette en prison ? Je ne pense pas que c'est nécessaire, je veux dire, il y a un différend politique, ils ont mal géré d'un côté et de l'autre la situation, il est clair que ceux qui n'ont pas respecté l'état de droit doivent subir des sanctions... Les mettre en prison, ça me semble quand même assez singulier.

**Esmeralda Labye**

Alors, je veux bien qu'on mette de côté, peut-être, le cas du Venezuela mais l'Europe a quand même un peu donné...fait la leçon à la Hongrie, à la Pologne et là, parce que c'est l'Espagne, il faudrait rien dire ? Moi, j'avoue, je comprends...je comprends pas bien !

**Gérard Depez**

Ah non ! Les cas ne sont pas du tout comparables. Dans ce qui s'est passé en Espagne, l'ordre constitutionnel n'a pas été respecté par les dirigeants politiques de la Catalogne. L'ordre constitutionnel espagnol, de toute l'Espagne, et la constitution propre de la Catalogne. Ils n'ont pas respecté leurs propres règles. Quand vous allez chez Orban et que vous allez en Pologne, maintenant, qu'est-ce qu'ils font ? Ils prennent des décisions qui mettent l'état de droit en cause de manière grave. Prenez le cas polonais. Ils prennent des décisions et ils proposent des mesures en matière d'organisation de la justice qui donnent la mainmise à l'exécutif sur le pouvoir judiciaire, ce qui est un principe totalement contradictoire avec la démocratie que nous connaissons et qui est basée sur la séparation des pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Et donc, l'Union est fondée à s'interroger sur le fait de savoir si le gouvernement légitime de Pologne – parce qu'il est légitime - n'est pas occupé à entrer dans l'illégalité en faisant des choses qui ne sont pas acceptables même aux yeux de la Constitution polonaise !

**Paul Germain**

90 Alors on va remettre une pièce dans le jukebox comme on dit. On va réécouter Ivan Fox le militant catalan qu'on a vu au début de cette émission et qui a une question pour vous, une question qui pique.

**Ivan Fox**

Bonjour Monsieur Gérard Depez. Que pensez-vous d'un gouvernement européen du XXI<sup>e</sup> siècle, qui répond à coups de matraque, à un peuple qui ne fait qu'aller voter. Et qu'en pense l'Europe avec vous ? Merci.

**Paul Germain**

Réponse ?

100 **Gérard Depez**

Je n'ai pas aimé, je n'ai pas aimé objectivement les débordements policiers qui ont eu lieu. Ils ne sont pas tolérables et on ne les tolérerait nulle part. Ça veut dire, il y a eu une faute qui a été commise par les

105

forces de sécurité. Cela dit, ce n'est pas parce qu'il y a eu un débordement policier que ce qui se préparait était légal ! Donc je répète, je regrette les débordements policiers qui ont eu lieu, mais je persiste à affirmer – et je ne suis pas le seul, tous les juristes vous le diront et tous les politiques de bonne foi vous le diront – la situation dans laquelle les dirigeants catalans ont mis la Catalogne n'était pas légitime.